



AUGUST  
23 ► 25  
2012

LOUVAIN-LA-NEUVE

Vers un monde  
durable et solidaire

Le Forum ONE PEOPLE ONE PLANET  
2012

**Le panel de clôture**



Think and act differently

## **Panel de clôture du Forum One People One Planet 2012**

25 août 2012

Présidé par Cédric du Monceau, 1<sup>er</sup> échevin Ottignies Louvain-la-Neuve

Participants : Philippe Maystadt, Président honoraire de la Banque Européenne d'Investissement, Brigitte Gloire, OXFAM-SOLIDARITE, Philippe Lamberts, député européen, Benoit Macq, Prorecteur au Service à la société UCL, Bart Devos, président du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau.

- Cédric du Monceau :

Je remercie l'équipe très professionnelle qui a organisé le Forum avec un talent extraordinaire. Je reprendrai une petite phrase de l'économiste Kenneth Boulding « Pour croire que l'on peut avoir une croissance infinie dans un système fini, il faut être fou ou économiste ! ». C'est bien la problématique qui nous a amené à créer le Forum One People One Planet. L'an dernier, nous avons déjà eu le plaisir de la présence de Philippe Maystadt. Il lui revient d'intervenir en premier pour faire la passerelle entre l'année dernière et cette année.

- Philippe Maystadt :

J'ai été très heureux du renouvellement de cette expérience. J'ai pu participer cette après-midi à un des ateliers du Séminaire dans lequel j'ai entendu des choses très intéressantes. Beaucoup d'idées, certaines m'ont surpris, ce qui est bon signe ! Je pense qu'il faut continuer dans cette voie et je voudrais présenter très brièvement quelques pistes de réflexion à mener. Nous avons besoin d'outils de gestion plus adaptés pour mettre en œuvre les très bonnes propositions émanant de ce Forum.

Première piste : il faut enrichir la théorie macro-économique pour mieux comprendre comment peuvent fonctionner les économies lorsqu'il y aura de fortes restrictions en terme d'utilisation des ressources, de limite des émissions de gaz à effet de serre. Comment imaginer ces économies avec d'autres paramètres de consommation, d'investissement, de croissance de la productivité ? Il y a là un champ de recherche utile qui permettrait de mieux traiter un certain nombre de question.

Par exemple, en France, à propos des difficultés de PSA et des discussions sur le secteur automobile, la réaction du ministre en charge a été de dire « il faut trouver des formules pour que l'on puisse produire autant d'automobile ». Je pense que cela mène à une impasse mais que le débat est difficile parce qu'on n'en perçoit pas bien tous les éléments. Quand on sait que la production d'une automobile représente 4000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, il est évident qu'une des transitions structurelles nécessaires est de réduire la dépendance à la voiture neuve. Dit de cette façon, on voit uniquement les pertes d'emploi dans le secteur automobile. Il faudrait construire des modèles économiques mieux appropriés pour prendre en compte d'autres éléments, notamment les créations d'emploi dans d'autres secteurs. Si on utilise moins la voiture et davantage les transports collectifs, cela créera d'autres types d'emploi.

La communauté urbaine de Lille par exemple, a fourni 300 postes de chauffeur de bus ces deux dernières années. La ville de Lyon a créé plus de 1000 emplois ces deux dernières années, simplement pour assurer les systèmes de gestion des transports publics, surtout du personnel de maintenance.

Une meilleure analyse des effets très complexes des transitions structurelles nécessaires est cruciale.

Deuxième piste : trouver une alternative opérationnelle au concept de PIB dont on connaît toutes les insuffisances. Isabelle Cassiers travaille très activement sur cette question et nous disait qu'il faut repenser fondamentalement les concepts mêmes qui sont à la base de la comptabilité nationale, si on veut être capable de faire des projections à plus long terme.

Troisième piste : je l'avais déjà évoquée au Forum 2011 mais je suis de plus en plus convaincu qu'il faut une comptabilité des entreprises qui intègre davantage les aspects socio-environnementaux. Il faudrait arriver à établir un coût pour les ressources naturelles que les entreprises utilisent, déterminer un prix pour les services des écosystèmes et, à partir de là, évaluer les dommages qui peuvent être causés.

Un exemple concret : dans les Pouilles, dans le Sud de l'Italie, l'aciérie de la société Riva est extrêmement polluante au point qu'on a maintenant établi que le taux de mortalité dans la ville a augmenté. Riva ne veut pas faire les investissements nécessaires parce que trop coûteux et qu'ils diminueraient fortement la rentabilité de l'entreprise. Mais si les externalités négatives étaient intégrées dans le bilan de l'entreprise, la question ne se poserait même pas parce qu'on dirait « on doit vous mettre en faillite parce que le bilan est négatif. » C'est un sujet de recherche passionnant.

Quatrième piste : mettre au point des outils de gestion pour les pouvoirs publics afin de leur permettre de faire les choix et les arbitrages qui sont nécessaires. Certains militants écolo ne sont pas d'accord parce qu'ils disent « il ne faut pas choisir, il faut tout faire : protéger les ours polaires, sauver le loup, dégager de nouvelles aires maritimes protégées, développer les éoliennes, le photovoltaïque, etc. ». C'est vrai, tout cela est juste. Le problème est qu'un gestionnaire public, même si la cause est noble, a toujours des contraintes de temps et d'argent. Il faut nécessairement qu'il fasse des choix. Il vaut mieux faire ces choix à partir de critères explicites, transparents, par exemple, le coût de la tonne de CO2 évité par telle ou telle mesure et adopter celles qui permettent d'éviter plus de tonnes de CO2 pour un moindre coût. Comme de tels choix risquent d'être impopulaires, il faut une gestion qui montre, sur la base de critères clairs et transparents, que c'est la bonne décision parce qu'elle est la plus rationnelle en termes de tonne de CO2 évitée.

Mais quand les décideurs publics prennent leurs décisions en fonction de critères émotionnels, d'effets de mode, donc sans garantie d'atteindre l'optimum collectif, le risque existe que ce soit les mesures les plus faciles qui soient privilégiées.

Cinquième et dernière piste : mettre au point et transmettre des outils et supports méthodologiques pour favoriser l'activité de lieux de démocratie participative, notamment en développant l'esprit critique, la capacité d'argumenter. C'est d'ailleurs un des buts de l'éducation permanente. Il ne s'agit pas de remplacer la démocratie représentative mais de la nourrir. Les élus ne peuvent pas tout savoir. Vous avez devant vous un élu qui est un des parlementaires européens les plus actifs (Philippe Lamberts), y compris dans des secteurs difficiles et techniques comme la régularisation du secteur bancaire, et il reconnaît lui-même qu'on ne peut pas tout savoir dans tous les domaines. On a besoin de cet apport de la démocratie participative. Il faut donc trouver des moyens de l'organiser.

Telles sont les idées qui me tiennent à cœur et que j'ai ici résumées. J'ai trouvé votre initiative très intéressante. Merci beaucoup.

- Cédric du Monceau :

Il y a de l'espoir parce qu'un ancien ministre qui fait sa révolution comme cela, c'est une métamorphose comme dirait Edgar Morin. Félicitations et merci beaucoup.

Je passe la parole à Alain Tihon qui va nous présenter un débriefing de la journée. Ensuite, chacun des panelistes aura la parole.

- Alain Tihon :

Je voulais d'abord vous remercier toutes et tous pour le travail accompli pendant le Forum. Je ne prétends pas vous présenter ici une synthèse exhaustive, car une matière très riche a été débattue, tant à l'Agora qu'au Séminaire. De plus, il est bien connu que *traduttore, traditore*, celui qui traduit est un traître. Je me contenterai donc de donner une synthèse de la plénière de ce soir durant laquelle Séminaire et Agora ont mis en commun et partagé le travail qu'ils ont fait durant ces deux jours. Cette présentation contient bien sur une part de subjectivité car il n'était pas possible de tenir compte de toutes les nuances.

Une première revendication porte sur la formation à la citoyenneté et à l'analyse de la société. Elle concerne tous les milieux, tous les secteurs et doit être continue. Ce genre de formation manque actuellement et elle doit se développer aussi bien au niveau local, régional que national et européen.

Au niveau des entreprises, le changement de paradigme est une obligation. Les entreprises elles-mêmes se rendent compte qu'elles doivent être jugées sur leur contribution sociétale dans les trois domaines envisagés par le Forum, à savoir les rapports à la nature, à l'économie et à la société. Le partenariat avec les différentes parties prenantes a été souligné

à de nombreuses reprises, soit avec le personnel, les fournisseurs, les clients, les associations ... Il faut également de nouveaux modes de fonctionnement où le profit ne devient plus la fin mais un moyen. C'est donc la place que l'entreprise occupe dans la société qui importe le plus.

L'aspect interculturel est fortement ressorti des discussions sous différents aspects : nos attitudes, les rapports hommes/femmes, jeunes/vieux, Nord/Sud, les manières de vivre et d'habiter, le besoin d'une implication dans des formes de vie plus associatives, plus solidaires au lieu du repli individualiste.

Les biens communs doivent être gérés et strictement protégés. Les normes qui s'appliquent à leur protection doivent être respectées de manière absolue.

Un cinquième point, qui touche chacun d'entre nous, est la volonté de s'engager, de s'associer, de raisonner non plus de manière pyramidale, hiérarchique mais plutôt en termes de réseau, de spirale, de modèles proches du fonctionnement de la nature qui est très complexe, à la fois compétition et collaboration.

Dernier point relevé : la question de l'information. Il ne s'agit pas seulement de questionner les médias. Nous-mêmes devons nous responsabiliser, nous améliorer dans la connaissance des médias afin qu'ils nous permettent de formuler nos questionnements.

Voici très rapidement un résumé en six points de toute la richesse du Forum, une conclusion, certes peu affinée, sur laquelle je vous demande de réagir Madame, Messieurs.

- Cédric du Monceau :

Nous avons quatre orateurs qui vont essayer de vous enthousiasmer et vous inspirer. Brigitte Gloire est d'Oxfam. L'année dernière, elle nous a apporté une très belle vision qui a démontré les limites de la planète et l'obligation pour nous de nous contraindre à cette réalité.

- Brigitte Gloire :

J'ai été agréablement surprise et réconfortée par la conférence d'Olivier De Schutter de jeudi soir. Il a apporté des choses rafraîchissantes sur le fait de se désaliéner du court-termisme, d'obtenir des résultats très vite, de toujours vouloir préserver la compétition et la consommation qui nous enferment dans leurs cages, d'œuvrer pour une société hommes/femmes plus équilibrée.

J'ai deux réactions. Il faut insister systématiquement sur la formation et se rappeler qu'il y a urgence. Comme sans doute plusieurs personnes dans la salle, j'ai participé il y a plus de vingt ans à des alternatives à la société de l'époque et nous avons pensé un monde tel qu'on le retrouve dans les alternatives évoquées dans le Forum, que ce soit l'habitat, l'alimentation, la manière de vivre ensemble. On constate que, 25-30 ans plus tard, on est toujours dans la même impasse. On devrait se poser la question du pourquoi cela n'a pas fonctionné, alors que des chercheurs, des politiciens étaient déjà là. On sait aujourd'hui qu'il existe des groupes de pression très puissants qui ont intérêt à ce que rien ne change.

Les entreprises sont des acteurs très importants constitués sous des formes très différentes. Il y a, par exemple, une très forte différence entre une coopérative qui travaille à assurer l'emploi, à garantir la durabilité dans toute sa chaîne de production et la multinationale qui constitue des lobbies dans tous les pays industrialisés pour qu'on ne prenne aucune mesure de réduction de gaz à effet de serre. Il faut investir les lieux et les fédérations où ces multinationales peuvent influencer. Les entreprises qui génèrent le plus d'emplois sont les petites PME. On aimerait bien les pousser à influencer leurs fédérations et les pratiques de lobby pour soutenir un autre modèle.

Par rapport aux aspects interculturels, l'association est une stratégie importante pour s'enrichir mutuellement via l'intelligence collective. Cela signifie un élargissement de la base sociétale de ceux créent des alternatives et les politiques seront plus enclins à les défendre

pour qu'elles deviennent la règle et non l'exception.

Par rapport aux biens communs, il est très positif qu'on ait mis en avant les aspects normatifs et le retour de la responsabilité politique. A Rio +20, il était clair que la question de la rareté des ressources naturelles ouvre un nouveau champ sur la question de la gestion de ces ressources. 20% de la population consomme 80% des ressources : il y a nécessité de se les répartir. Mais de nouveaux acteurs veulent financiariser la nature et voient dans les services éco-systémiques le fait qu'on pourra compenser une prédation quelque part par une bonne pratique autre part.

- Cédric du Monceau :

Merci beaucoup. Michel Installé, fondateur de la Maison du Développement Durable, disait hier qu'il était enthousiasmé par le fait qu'il sentait que quelque chose se passait et que vous étiez ces agents. Ce panel a la chance de la présence d'un député européen qui veut le changement, alors Monsieur Lamberts, si vous étiez président du monde quelles seraient vos trois décisions ?

- Philippe Lamberts :

Pour plaisanter, j'ai toujours dit que ce qui m'intéresse c'est d'être maître du monde ou rien. C'est donc la bonne question que vous m'avez posée même si je ne serai pas maître du monde (ce serait dangereux).

Cela apparaît de manière subliminale, mais la chose sur laquelle je me focaliserais est de remettre la finance sous contrôle. François Hollande a dit « la finance, pour moi c'est l'ennemi », puis il s'est vite rétracté. Fondamentalement, c'est là que ça se passe. On financiarise tout. La logique qui veut que la finance soit un instrument au service de l'économie et l'économie un instrument au service du bien humain a été totallement invertie. Les êtres humains et la nature doivent être au service de l'économie qui est au service de la finance.

Je suis quelque peu étonné et sceptique quand on dit que l'objectif doit être autre chose que le profit pour les entreprises. Oui, il existe différents types d'entreprises et toutes n'ont pas le profit comme motivation, mais le profit est tout de même indispensable si on veut permettre aux entreprises d'investir. Je suis très rétif au discours de la responsabilité sociale des entreprises. Ce discours est un alibi qui permet, par exemple de soutenir un Oxfam, pour mettre un peu de vert dans son rapport annuel. Tant que la seule chose sur laquelle on mesure, non seulement les dirigeants des entreprises mais aussi toute la structure de management, est le profit, ne vous étonnez pas qu'il constitue la seule boussole.

Je voudrais étendre ma réflexion en partant de l'urgence dont on a parlé. Je crois que les enjeux de ce siècle sont très simples. On est assis sur deux bombes, la première ce sont les limites physiques de cette planète. Le climat en est un symptôme et l'épuisement des ressources est aujourd'hui visible partout. La deuxième bombe est celle des inégalités. La seule interrogation que l'on ait, est laquelle des deux explosera le plus vite. La bonne nouvelle c'est qu'on n'a pas la réponse et on est donc obligés de travailler sur les deux à la fois. Mais il suffit qu'une des deux explose pour que l'avenir de l'humanité sur cette planète soit mis en cause. Venir à une journée de réflexion comme le Forum est rafraichissant : cela fait du bien de sentir qu'un changement est à l'œuvre dans la société. Je ne compte plus les initiatives très concrètes qui montrent que le changement est quelque chose qu'on peut déjà réaliser.

Cependant, si j'étais aujourd'hui patron de Goldman Sachs, cela ne m'inquiéterait pas parce que la religion dominante est toujours fortement ancrée dans la société. La religion dominante dit que le bonheur c'est l'argent ou la possession matérielle et que le bonheur collectif n'est que la somme des poursuites individuelles du bonheur matériel pour chacun. Tout ce qui compte est de le réaliser le plus vite possible. Je vois bien au Parlement Européen que cette religion est démocratiquement dominante. Nous sommes minoritaires. Tant qu'on ne visera à subvertir les choses que par en bas, on y arrivera pas ou pas assez vite vu l'urgence.

Beaucoup d'initiatives existent et répondent au problème mais elles ne nous permettent pas de faire l'économie du changement par en haut. On a parlé du pouvoir des lobbies, mais le pouvoir des méga entreprises principalement du secteur financier, m'inquiète vraiment. Ce pouvoir s'exerce au vu et au su de tout le monde. Je peux tenir aujourd'hui un langage de gauche, par exemple du type « Oxfam », je peux apparaître comme un super écolo, et demain je peux voter contre l'interdiction des ventes à découvert et de la spéculation sur les produits alimentaires. Qui d'entre vous me surveille ? Personne, j'ai la paix ! Je voudrais bien qu'on me regarde plus, moi et mes collègues. Parce que, lors de débats que j'ai avec eux, ils disent tous la même chose que nous, à savoir qu'il faut interdire la spéculation sur les produits alimentaires, mais le jour où on vote, curieusement ils ne sont pas là. Si les citoyens faisaient plus attention, il deviendrait un peu gênant pour certains de voter comme ils le font.

Il faut travailler pour incarner et réaliser le changement, mais il faut aussi que les règles du jeu changent.

- Cédric du Monceau :

Je vous remercie, cela fait bien écho à la première conférence où on a vu clairement que le système et sa fiscalité détruit la nature et tue l'emploi. L'année dernière, Albert Jacquard nous avait mis au défi de dire que nous étions un simple fruit du hasard, mais, bonne nouvelle, nous avons une grande capacité de créativité, ce qui donne de l'espoir. Il avait recommandé que l'éducation soit le nerf de la guerre, du changement. Comme on a la chance d'avoir parmi nous le vice-recteur de l'UCL, quel est votre message pour améliorer cette société ?

- Benoit Macq :

L'université est interpellée et engagée comme dans une course face aux enjeux climatiques, énergétiques, écologiques et de régulation des systèmes economico financiers. Elle est un acteur clé de la recréation de sociétés soutenables. La recherche et l'enseignement universitaires ont donc des responsabilités urgentes et spécifiques vu cette unique capacité qu'ils possèdent d'éduquer et de mobiliser les cerveaux du monde au travers de larges spectres de disciplines.

Je constate que nos étudiants à l'UCL sont extrêmement impliqués et imprégnés des valeurs du développement durable et celui d'une société plus juste. A 18 ans, les jeunes qui nous sollicitent sont très demandeurs de ces valeurs et sont un moteur pour l'engagement de l'université. On travaille aussi sur la responsabilité des sociétés. Une entreprise, ce n'est pas seulement du profit, mais les personnes qu'il faut attirer. Personnellement, je n'irais jamais travailler pour fabriquer des canons ou des produits chimiques qui détruisent la planète. Nos jeunes ont un potentiel énorme et quand la Maison du Développement Durable organise un événement, beaucoup de jeunes y participent.

L'assemblée des étudiants s'implique sur un certain nombre de choses qui incluent l'université dans les réseaux d'universités engagées au niveau du développement durable. Cela entraîne une formation de base très solide en matière de philosophie, d'éthique, et la capacité de pouvoir modéliser les valeurs auxquelles ils adhèrent de façon rigoureuse. Notre organe de gestion de l'université, forum dans lequel les étudiants sont représentés, les membres du Conseil d'Administration analysent beaucoup les décisions prises au conseil académique. Les étudiants nous ont poussés à créer, dans ce conseil académique, un service à la société et à développer une explicitation de l'engagement citoyen de l'université. C'est pourquoi on a appuyé ce Forum. Isabelle Lermuseau a consacré du temps ici. Ce terrain nous est très utile.

Il y a la formation directe et la formation indirecte. On a des kots à projet. On demande à nos étudiants non seulement de suivre des cours, mais aussi une participation citoyenne, de s'associer et porter un projet. C'est quelque chose qui est spécifique à la ville.

L'avenir du développement durable réside dans un changement de comportement, mais aussi dans le développement technologique de technologies plus propres. Aussi l'université se doit d'être elle-même une structure et une entité économique soutenable. Notre devoir est

de préserver des capacités d'investissement dans la recherche orientée vers des sujets non finalisés sans retour économique immédiat.

- Philippe Lamberts :

Je veux juste poser une question. Le point sur l'éducation est central : il faut une éducation civique et économique pour tous, mais aussi longtemps que dans les facultés de sciences économiques, on enseigne la théorie néo-classique, qui est la religion dominante dont je parlais plus tôt, on a un problème. Même chose en agronomie.

- Benoit Macq :

Moi je pense vraiment que notre université est engagée. Les slogans dans notre école de management mettent l'éthique en première position. On essaie de pousser cela parce qu'on sait que les entreprises qui vont durer sont les entreprises qui répondent à des critères éthiques. Le modèle de l'entrepreneuriat, même s'il ne doit pas être orienté exclusivement sur le profit, est un modèle d'innovation, de création de nouvelles idées et de création d'entreprise. C'est un modèle que nous voulons promouvoir du moment qu'il soit balisé par des valeurs éthique et de responsabilité. Nous voulons asseoir les « capacités » de la transition et pourvoir aux besoins de l'action sociétale.

- Cédric du Monceau :

Merci beaucoup Benoit. Je voudrais présenter Bart qui représente la jeunesse à lui tout seul ! Nous avons eu la chance d'avoir pendant ce forum des membres du parlement mondial de la jeunesse de l'eau, mouvement créé à Marseille avec des étudiants de chaque continent. Ils sont venus se réunir ici et Bart va nous expliquer ce qui s'y est dit. Ils ont également participé au forum et il pourra nous donner sa vision, en particulier au niveau de l'eau.

- Bart Devos :

Bonjour, le parlement mondial de la jeunesse pour l'eau a pour but principal de promouvoir la participation de la jeunesse dans les politiques de l'eau, et d'engager les autres jeunes dans des initiatives en faveur de l'eau. J'ai deux soucis, un souci lié à mon âge. J'ai l'impression que le message que l'on donne aux jeunes est négatif, qu'il y a un gros problème. Il faudrait plutôt passer à la jeunesse le message qu'il y a un défi. Il faut pousser la jeunesse à agir.

Ensuite, je voudrais dire quelque chose à propos du réseautage parce que j'ai eu la chance l'an passé d'être observateur dans le comité de l'environnement dans le Parlement Européen. Mon plus grand souci à ce niveau, est que toutes les décisions importantes qui influencent la protection de la nature doivent être prises au niveau international, européen, parce que la nature ne s'arrête pas aux frontières, ce qui est très clair dans le cas de l'eau. C'est aussi inquiétant parce que c'est justement au niveau européen qu'il y a beaucoup de lobbying.

Enfin, la participation de la jeunesse motive les autres jeunes. Dans toutes les instances importantes liées à l'eau, il y a des jeunes, au forum mondial de l'eau, au conseil mondial de l'eau les jeunes votent.

- Cédric du Monceau :

Je voudrais tout de même signaler que, peut-être grâce à One People One Planet, durant le courant de cette année, Benoit, vous avez signé la charte de Rio.

- Benoit Macq :

Tout à fait. Et je tiens à dire que les jeunes ont beaucoup à dire dans l'université. Vous pouvez même choisir l'université en fonction des valeurs qu'elle promeut. Quand on choisit des thèmes de recherche, quand on fixe des programmes de cours, on crée des valeurs. Nous voulons ainsi mener la recherche au service du changement et du futur. Les jeunes doivent être conscients du choix d'université qu'ils font. Les étudiants doivent demander aux dirigeants des universités d'explicitier leurs valeurs.

- Cédric du Monceau :

On est tous libre et l'université formate mais n'annule pas l'esprit critique. Pour ma part, j'ai fait ma révolution culturelle après une carrière. On m'avait appris trois dogmes qui pour moi sont faux car ils luttent contre ce que j'essaie d'être. Quand on prend la pyramide de

Maslow, l'homme tend vers être plutôt que avoir. C'est Maslow, ce n'est pas religieux. Or, les dogmes qu'on m'a appris c'est la spécialisation dans le travail, la spécialisation du core business. Les entreprises deviennent non résilientes, tellement spécialisées que pour finir elles capotent. Enfin, il y a la spécialisation des états : l'OMC qui empêche un système d'être des plus résilients : une agriculture qui ne soit pas exportatrice mais qui soit locale. C'est un système qui annihile l'homme dans son développement personnel puisqu'il l'embrigade dans une spécialisation.

J'ai beaucoup d'admiration pour cette université.

J'admire aussi ce que Philippe Lamberts a dit. C'est clair qu'il y a deux grandes urgences. Nous sommes assis sur deux bombes. Le système détruit les emplois et la nature, ce n'est pas durable, comment changer cela c'est là le rôle des politiques, bonne chance à eux.